

# GEOPOLITIQUE DU BURKINA FASO : RECONSTRUIRE UNE IMAGE DES TERRITOIRES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ÉTAT EN PROIE AUX CONFLITS ARMES.

**Hamidou SANGLA**

Université Joseph Ki-Zerbo

hamidousangla@yahoo.fr

**Clauris SANA**

Université Joseph Ki-Zerbo

claurissana@gmail.com

---

## Résumé

*A la fin de la transition politique issue de l'insurrection populaire de 2014, la vision de l'État burkinabè vers la stabilité institutionnelle et Le développement du pays. Cette vision est devenue aujourd'hui presque utopique avec la montée de l'extrémisme violent ayant entraîné un assiègement du territoire national et une poussée massive des populations. Techniquement, le Burkina Faso est devenu une géographie de tous les enjeux et de tous les dangers obligeant la convocation de toutes les formes de gouvernementalité rationnelle dans une société plurielle du point de vue des opinions et de la composition ethnique pour le repositionnement du pays dans la géopolitique sous-régionale voire mondiale. Sur la base d'une démarche qualitative, cet article propose l'expérimentation des processus normatifs de la communication publique pour le repositionnement du pays.*

**Mots clé :** communication publique, Burkina Faso, extrémisme violent, terrorisme

---

## Abstract

*At the end of the political transition resulting from the popular uprising of 2014, the vision of the Burkinabè state towards institutional stability and the development of the country. this vision has now become almost utopian with the rise of violent extremism having led to a siege of the national territory and a massive surge of populations. technically, Burkina has become a geography of all the challenges and all the dangers requiring the summoning of all forms of rational governmentality in a plural society from the point of view of opinions and ethnic composition for the repositioning of the country in the sub-regional or even global geopolitics. Based on a qualitative approach, this article proposes the experimentation of the normative processes of public communication for the repositioning of the country.*

**Keywords :** public communication, Burkina Faso, violent extremism, terrorism

---

## Introduction

---

Au début du XIXe siècle, le Sahara, avec la carence des ressources naturelles et son accès quasi-difficile, était considéré comme une vaste étendue vide

d'intérêt économique et politique. André Bourgeot, citant la revue *Géographie universelle* affirmait que « *tout le monde est maintenant d'accord sur la nullité des ressources au Sahara* » (Bourgeot, 2011, p. 44). Cette prise de position était vraisemblablement une mise en garde et une expression sur la caducité d'un éventuel engouement pour la zone qui inclut le Sahel. La bande est passée « *de la terra incognita au contrôle des ressources (...) en passant par un espace quadrillé par des narcotrafiquants, des rébellions armées, des circulations d'armes (...)* » (Bourgeot, 2011, p. 42). Elle est devenue la zone de théâtre de plusieurs groupes d'intérêts différents et cette ruée a paralysé la gouvernance politique et le développement des territoires. Le Burkina Faso n'est qu'une unité faisant partie d'un sous-ensemble territorial dont la gouvernance est rythmée par des séquences politiques multiformes teintées, de coups d'État militaires, des mouvements sociaux et de l'activisme des groupes armés terroristes. Aujourd'hui, il est à la fois une géographie et une géopolitique de tous les enjeux et ouvert à l'extrémisme violent. Les groupes armés s'organisent et propagent des activités criminelles contre l'État et les populations. La sanctuarisation de la violence brise les rapports communautaires, la coexistence pacifique dans la société, annihile les efforts pour le développement et la bonne gouvernance. Elle entraîne un effondrement du système social, de l'économie et le démantèlement progressif des territoires. Le vocabulaire nouveau dans le contexte burkinabé exprime la déchéance de l'autorité publique dans plusieurs localités : Dori, Bourzanga, Inata, Djibo, Solenzo, etc. Ces localités ne sont qu'un échantillon d'un État en crise. Du bon exemple en matière de stabilité et de médiation soudainement frappé par une insurrection populaire, puis un coup d'État, le pays n'est pas sorti conforter à l'issue de la transition politique de 2015. Tissu social fracturé, une participation politique moins reluisante, un contrôle presque perdu du territoire, etc. Les politiques post-transitions n'ont pas su suivre le moindre exemple sur la gestion de l'État bien qu'ils aient été acteurs majeurs dans la gouvernance politique avec l'ancien président du Faso, Blaise Compaoré. Les crises sont des facteurs de bouleversement qui présentent d'innombrables conséquences sur l'attractivité et le développement des territoires. Lors des conclaves du Traité d'amitié et de coopération avec la Côte d'Ivoire en 2016, le président Roch Marc Christian Kaboré a soutenu que le terrorisme entrave les efforts de développement des pays, en particulier au Burkina Faso confronté à ce défi global. A cet effet, il a souligné l'urgence de fédérer les efforts pour amoindrir les conséquences de ce phénomène sur les populations et les pays. Déjà, en 2016, le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) mis en œuvre par le gouvernement burkinabè avait pour objectif de réaliser des infrastructures socioéconomiques pour le développement de la région du Sahel victime des attaques terroristes. Mais la situation reste complexe. La communication publique est une forme de gouvernementalité qui participe à la résolution des conflits et au développement des pays. Elle est devenue une nécessité et un choix managérial pour le développement dans sa dimension économique, culturelle, sociale, etc. Pour Guerboub Djahida et Kherbach Hamid (2012), la communication est la clé de voute du développement local. Elle est l'un des facteurs essentiels qui agit positivement à la résolution et la prise en compte de l'ensemble des difficultés

auxquelles est confrontée le territoire. Ainsi, elle permet de mieux planifier le développement, encourage la participation des citoyens et leur mobilisation. Une telle situation crée un sentiment d'empathie qui permet d'organiser les citoyens et de les mobiliser dans le processus de communication et de développement. A partir de leur analyse sur le développement local, ils estiment que la communication publique « favorise et crée des projets de développement à travers la mise en valeur des relations de participation et de mobilisation de l'ensemble des acteurs d'un territoire, et également à travers la valorisation et la promotion des ressources territoriales génériques ou spécifiques » (Gueboub & Kherbachi, 2012, p. 69).

Les territoires s'affirment et constituent par leur rapprochement aux citoyens, l'un des acteurs primaires de la communication publique que les populations rencontrent au quotidien. En période de conflit armé, les valeurs matérielles et immatérielles sont valorisées pour reconstruire l'imaginaire national. Le branding territorial est à cet effet l'un des mécanismes de promotion de l'identité et un moyen pour l'attractivité des territoires (Lecarte, 2018). Le Burkina Faso est dans un contexte de crise et tous les dispositifs raisonnables doivent être utiles pour reconstruire le pays et la démocratie. Afin de combler le fossé entre citoyens et gouvernants, et promouvoir une gouvernance vertueuse face aux conflits, les États en crise, comme le Burkina Faso, doivent élargir la réflexion sur la gouvernance pour leur crédibilité et leur attractivité (Amsidder et al., 2018; Mégard, 2012).

En effet, quelle perspective pour le repositionnement du Burkina Faso en crise ? Quelle forme de communication faut-il mettre en œuvre pour le développement du Burkina Faso dans un contexte de crise terroriste ? Quels défis cette communication est-elle confrontée dans la dynamique de la gestion de la crise et le développement du pays ? Cet article vise à identifier et à analyser la contribution de la communication dans le processus de restauration de l'intégrité territoriale et de l'image du Burkina Faso. D'un point de vue spécifique, il analyse les processus normatifs de communication publique et sa professionnalisation dans un État en crise.

Partant de ce questionnement et de l'objectif de l'étude, nous formulons l'hypothèse suivante : au-delà des défis liés à la professionnalisation et au caractère embryonnaires des associations de communicants, la communication publique sur les processus normatifs s'impose à l'État burkinabè pour penser le repositionnement du Burkina Faso victime de l'extrémisme violent.

---

## 1. Théorie et approche méthodologique

---

Notre démarche pour ce travail est essentiellement qualitative. Elle s'est opérationnalisée, à priori par l'observation qui nous a permis de connaître les pratiques de communication de l'État, portant sur la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. A partir de la grille d'observation, nous avons sélectionné des messages et des pratiques de communication à des fins d'analyse. Cette

technique a été enrichie par des entretiens semi-dirigés auprès de 10 responsables des collectivités territoriales et des communicants publics dont les profils se dressent essentiellement comme suit : 2 chargés de communication des mairies, 2 responsables de radios municipales, 3 responsables de la communication et de la presse ministérielle et 3 présidents de délégations spéciales de mairies. Ces personnes ressources, choisies de façon raisonnable, ont requis l'anonymat eu égard du contexte sécuritaire, des menaces consécutives aux discours et de la sensibilité de certains thèmes abordés. Nous avons privilégié l'analyse thématique des données. Cela a permis de sélectionner des unités sémantiques issues des observations et des entretiens, constituées de parties de discours.

Cette étude considère la communication publique intégrée comme épistémologie et un additif à associer aux territoires pour leur développement. Le modèle d'Oltén (Cuyck, 2007) de la communication intégrée prend en compte quatre variables : les groupes concernés, les instruments, la forme et le contenu de communication. Appliqué à notre contexte, il s'agit de l'État burkinabè en tant que système organisé qui a l'obligation d'avoir une communication fondée sur les mécanismes normatifs pour faire face à l'extrémisme violent. Dans sa démarche pour une communication rationnelle, il peut exploiter l'espace numérique comme instrument de communication.

La communication intégrée est présente dans le système organisationnel et dans l'administration publique pour impulser une nouvelle dynamique dans les relations entre les parties prenantes. C'est pourquoi Alain van Cuyck (2007) estime qu'elle permet de donner aux parties prenantes une image cohérente de l'organisation. Il la considère comme une réponse aux mutations dans le système organisationnel et aux crises auxquelles il est confronté. Ce paradigme est applicable à l'État en tant qu'organisation qui a l'obligation de communiquer face aux situations conflictuelles qui génèrent l'incertitude dans la société. Pour le Burkina Faso, elle permet à l'État et aux collectivités territoriales de se donner une image cohérente à partir de la démarche de professionnalisation et des processus normatifs pour mobiliser les acteurs internes et externes pour son développement.

---

## **2. Le conflit armé au Burkina Faso et le démantèlement progressif de l'état**

---

La gouvernance politique au Burkina a joué, pendant longtemps, d'une stabilité relative dans un contexte sous-régional assez trouble. « *Malgré les conflits armés dans la sous-région, le gouvernement a su cas même maintenir la stabilité du pays* », estime un responsable de radio municipale. Cette dynamique lui a permis d'être médiateur dans les conflits en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali et au Togo. A l'occasion de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO le 11 novembre 2012, le Président du Faso, à l'époque, Blaise Compaoré, médiateur dans la crise malienne a exprimé le vœu d'établir le dialogue entre les différents acteurs

sociopolitiques pour prévenir et gérer les conflits armés qui constituent une menace pour la stabilité régionale. Pour lui, une communication rationnelle entre les différents acteurs est une condition primaire pour la stabilité. Cette aura politique et diplomatique a permis au Burkina Faso d'être considéré comme un exemple de stabilité et de gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest. Mais, l'expérience n'a pas été fondamentalement au service de la politique intérieure avec l'enchevêtrement des crises politiques et sociales. Le développement économique contrastait avec la vision du gouvernement pour la paix dans le Sahel (Loada & Romaniuk, 2014).

La crise actuelle au Burkina Faso n'est pas alors inédite au regard des aspects relatifs à la politique intérieure, à la géographie du pays et à la géopolitique du Sahel. Depuis l'insurrection sécessionniste et le coup d'État de 2012, le Mali a perdu son autorité dans des régions du Centre et du Nord. La faiblesse de l'État et la crise dans sa partie septentrionale ont fait de lui un terrain fertile à la croissance des groupes armés. Dans ce contexte de fébrilité, le Burkina Faso en collaboration avec les autres pays de la CEDEAO a envoyé un contingent pour le maintien de la paix. Si la force multidimensionnelle, la Mission des Nations unies pour la stabilité du Mali (MINUSMA), est accueillie favorablement par les politiques et la société civile, son action reste très limitée dans la lutte contre l'extrémisme violent. « *La Minusma est une mission de maintien de la paix et non une mission de lutte contre le terrorisme*<sup>18</sup> », objectent les États-Unis, suite au désenchantement de l'opinion publique malienne face à la détérioration de la gouvernance malgré la présence de la communauté internationale. Cette distinction sur la stratégie de la force n'a donc pas permis de contrer la menace à la stabilité des autres pays. Or, la dégénération de la situation implique un engagement des Nations unies pour la stabilisation du Sahel.

En 2015, Ibrahim Malam Dicko, un natif de la région du Sahel burkinabè, s'illustre dans le mouvement terroriste. Jadis engagé pour le développement de sa localité, son discours commence à se radicaliser, quand il s'est engagé à promouvoir une justice sociale équitable pour tous. « *Son discours mentionne certes la nécessité pour les Peuls de se défendre face aux trop nombreuses vexations qu'ils ont subies* » (International Crisis Group, 2017, p. 9). Avec son charisme et sa position à gommer les clivages socio-culturels, il devient un leader, à la fois communautaire et religieux dans le Soum. Pour International Crisis Group (ICG), la quasi-totalité des adhérents à la philosophie de Ibrahim Malam Dicko sont des Peuls.

Le caractère violent de ses actions est la conséquence de la frustration des populations victimes de l'injustice sociale et qui attendent désespérément l'État. Dans l'imaginaire des Burkinabè, surtout ceux qui ne sont pas originaires de cette région, le Sahel demeure une zone complexe. C'est pourquoi « *les fonctionnaires ont longtemps perçu leur affectation dans le Sahel burkinabè comme une sanction* » (International Crisis Group, 2017, p.

---

<sup>18</sup> <https://www.un.org/press/fr/2019/cs13977.doc.htm> consulté le 01/10/2022

12). Les groupes extrémistes ont donc récupéré les frustrations des populations locales et séduites par leurs discours, elles adhèrent à leurs initiatives pour revendiquer un nouvel ordre social et politique. « *Avec la pauvreté, les jeunes se sont vite enrôlés au sein des organisations terroristes pour la survie* », reconnaît un responsable de la communication de collectivité. En 2015, le groupe d'Ansarul Islam est créé par Ibrahim Malam Dicko. Il s'agit d'un groupe local qui entretient des relations stratégiques avec les autres groupes officiant dans le Sahel malien. Il noue des relations avec Hamadou Koufa du mouvement Ansar dine puis, en 2017, avec l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), selon International Crisis Group (2017, p. 16).

La connexion d'Ansarul Islam à Ansar dine va ouvrir les portes aux autres mouvements terroristes dont le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans, dirigé par Iyad ag Ghali et Al-Qaeda. « *Au début de l'année 2017, Malam semblait se rapprocher de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), avec lequel il aurait mené l'attaque de Nassoumbou* » (International Crisis Group, 2017, p. 16).

Depuis 2016, le Burkina Faso, jadis stable, est régulièrement attaqué par ces différents groupes armés. Plusieurs localités ont été (ou sont) le théâtre des violences meurtrières qui leur sont attribuées. La capitale, Ouagadougou a plusieurs fois été touchée : (le 15 janvier 2016, le 13 août 2017 et le 02 mars 2018). Le 28 septembre 2017, des individus armés attaquent la gendarmerie de Toéni, région de la Boucle du Mouhoun (Ouest). Au même moment, à Touronata, province du Soum, quatre individus sont tués par des hommes en uniforme (International Crisis Group, 2017). Elles ciblent également les communautés et les lieux de culte. Nouna, Kompienga, Arbinda, etc., sont un échantillon de territoires restés sous le contrôle des groupes extrémistes obligeant l'État à mener des escortes pour approvisionner les populations en ressources de consommation. « *Aujourd'hui, le terrorisme est devenu un véritable défi pour le gouvernement burkinabè. Il impacte toute la chaîne de développement* », selon ce responsable de la communication ministérielle.

Depuis le début de la crise en 2016, le Burkina Faso a enregistré des milliers d'attaques entraînant une importante crise sociale. Si des initiatives comme le Programme d'Urgence pour le Sahel, le recrutement des Volontaires pour la défense de la patrie et le G5 Sahel, une organisation des cinq pays du Sahel, notamment, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Tchad et la Mauritanie ont été pensées pour faire face à l'insécurité, le terrorisme reste une problématique qui entrave le développement socioéconomique et la stabilité politique du Burkina Faso.

---

### **3. Les territoires en crise et la marque**

---

Les discours politiques après les indépendances en Afrique ont été accompagnés par une captation de l'espace public au motif de préserver

l'unité des territoires hérités de la colonisation. Dans ce contexte de pouvoir autoritaire où prévalait un non ouverture de l'espace public, les médias étaient, en plus d'être des canaux de communication, des sources de médiation avec l'opinion publique. La radio, média synthèse de la modernité et des sociétés grégaires développait des programmes folkloriques qui permettaient aux gouvernements d'instruire les populations et de construire les pays. La communication sociale était alors engagée par les gouvernements, en tenant compte de l'histoire, pour prévenir les conflits sociaux qui sont des facteurs de destruction de l'héritage politique.

Dans les États ayant subi des conflits armés, la stratégie de repositionnement au plan international est faite à partir d'une rhétorique prenant en compte les enjeux nationaux et géopolitiques. C'est l'exemple de la Côte d'Ivoire, après la rébellion de 2002 et la crise post-électorale de 2011, où l'État s'est inscrit dans une dynamique de mobilisation sociale, d'éveil de conscience et le renforcement de la coopération internationale pour son repositionnement en Afrique et dans le monde. Lors de son investiture, le 25 mai 2012, il déclarait : « *Nous voici face au monde entier et face à nous-mêmes* » pour montrer l'obligance de la nation ivoirienne d'engager une communication puriforme pour son développement. A cet effet, selon Tahirou Koné (2021), l'État a pris l'engagement de respecter ses obligations au plan national et international pour corriger l'image du pays ravagée par la guerre civile qui a fait plus de 3000 morts (Bagare, 2016). Pour réussir sa politique de reconstruction du pays, toutes les institutions sont mises en contribution dans la communication et chaque acteur occupait l'espace public selon les instructions de la présidence de la République avec « *un objectif commun : dire ou montrer l'image positive d'une Côte d'Ivoire mieux gouvernée* » (Koné, 2021, p. 283). La zone stratégique ciblée fut le Cameroun en Afrique centrale pour tisser les bases du rayonnement diplomatique du pays.

Dans une société en crise de valeurs marquée par l'extrémisme violent, les territoires ont l'obligance de développer des mécanismes de communication pour le développement et la résilience des acteurs et même du territoire. Les tensions géostratégiques et le foisonnement des acteurs territoriaux avec des intérêts divergents, que ce soit en Afrique ou en Europe, prostituent la paix et la stabilité. En Afrique au Sud du Sahara, depuis le début du siècle, l'enchevêtrement des conflits sociopolitiques ont engendré une mutation des populations augmentant les risques d'insécurité. Dans ce cas, le territoire devient une marque qui s'invite comme un élément de communication pour son repositionnement.

La marque est utilisée dans le domaine commerciale pour désigner l'identité des produits mis sur le marché. Pour les entreprises, elle est considérée comme un outil primaire qui agit sur l'attractivité des produits ou services. Il s'agit d'actif ayant une valeur dans la politique de communication pour faire face à la concurrence en donnant une personnalité à un produit ou un service. Elle mobilise pour cela des arguments à la fois rationnels et émotionnels ; les uns concernant des caractéristiques essentiellement techniques alors que les autres relèvent plutôt du domaine symbolique. « *L'ensemble est destiné à*

*agir sur l'individu comme un levier incitant à l'action* »(Benoit & Wahlen, 2012, p. 20). Les territoires ont conservé ce système de communication et de représentation pour faire face à la globalisation galopante et aux enjeux post-conflits. Les questions de développement et de gouvernance exigeaient l'étalement des problématiques identitaires fortes pour l'attractivité. Cette méthode de branding permet aux acteurs de s'insérer dans un marché ouvert et de trouver des réponses satisfaisantes au développement et à la gouvernance territoriale. Maynadier (2007) rappelle que le logo et les armoiries ne suffisent pas pour faire une marque qui est l'émanation d'un projet stratégique. Ce sont des éléments primaires essentiels mais qui ne restent que des signes. Aujourd'hui, les territoires, au-delà de l'identité visuelle, intègrent l'approche narrative de la marque dans leur politique de développement. L'enjeu selon Fatiha Makach est de chercher à positionner les territoires, à promouvoir ses identités culturelles et les politiques publiques. L'expérience européenne satisfaisante a contribué à mobiliser des ressources financières à travers l'augmentation du tourisme<sup>19</sup>. *« C'est en s'appropriant les techniques de gestion de marque, issues du monde marchand, que les villes répondent » aux problématiques de globalisation économique, des mutations sociales et de la métropolisation* »(Maynadier, 2007, p. 2). Au Burkina Faso, la stratégie des collectivités est axée sur la promotion du tourisme interne en mettant en valeur les identifiants du territoire, notamment les sites touristiques. *« Cela contribue à promouvoir l'économie locale et la résilience des populations »*, selon un responsable de la communication d'une collectivité territoriale.

---

#### **4. La professionnalisation du métier de communicant de l'état au Burkina Faso**

---

Durant la période précédant l'ouverture démocratique, on constate une incomplétude dans la politique de professionnalisation du métier de communicant public au Burkina Faso. Les activités de communication gouvernementale gérées par le département de l'information/communication associé à d'autres départements ministériels ne mobilisaient pas de communicants ayant une formation initiale dans le domaine de la communication. Elles étaient assurées par des journalistes nommés dans les directions de la communication ministérielle. En conséquence, il se passait plus des relations presses ou de couverture médiatique des séminaires ou des ateliers dans les institutions. Les écoles de journalisme ont alors pavé la voie de la communication publique au Burkina Faso.

La première institution endogène pour la formation des personnels de la presse écrite et audiovisuel fut le Centre de formation professionnelle de l'information (CFPI) créé en 1974. Les enjeux de l'information dans le pays ont entraîné une mutation de centre avec la création de l'Institut des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ISTIC) sous ses

---

<sup>19</sup> « City branding » : quand les villes vendent leur image | StreetPress consulté le 21/06/2022



cendres. Les écoles de Dakar et de Yaoundé, notamment le Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) et l'Ecole Supérieure Internationale de Journalisme (ESIJ), étaient les principaux centres de formation des journalistes burkinabè. Les diplômés issus de ces écoles, avec une formation initiale en journalisme, étaient recrutés pour la communication de l'État. Le journalisme était à cet effet considéré comme une voie ascendante au métier de communicant de l'État. Par cette dynamique professionnelle, on observe une reconversion d'une profession et non la professionnalisation d'un métier. Cette pratique a perduré dans la politique du Conseil National de la Révolution (CNR) avec la montée de la propagande. Le caractère idéologique de l'information a consolidé ainsi la politique de propagande et de monopolisation de l'espace public. Le Directeur général de la presse, membre du CNR, Paulin Bamouni avait donné l'orientation du travail des journalistes dans le premier numéro du journal d'État, Sidwaya (Yaméogo, 2016). Ces journalistes-communicants devaient contribuer à consolider les assises de la révolution et la décolonisation mentale des populations. Le journaliste burkinabè se trouve ainsi, entre deux identités : celle journalistique qui lui ouvre la porte de communicant public. Or, la meilleure façon de pratiquer la communication gouvernementale est de débattre publiquement et contradictoirement sur l'action publique et les enjeux du développement du territoire.

Avec la reconfiguration de la politique nationale, la sphère publique devient un lieu de médiation entre le gouvernement et les citoyens. Ce contexte demande de nouvelles compétences, un savoir-faire nouveau pour entretenir la légitimité politique de l'État auprès des citoyens.

Ce changement s'inscrit dans une nouvelle vision managériale des politiques et de l'action publique pour la consolidation de la démocratie. La réorientation de la politique de la formation à l'ISTIC est une étape importante pour mettre fin à l'amateurisme dans la pratique de la communication publique dans une société en crise et hyperconnectée. Néanmoins, la formation est restée centrée sur les métiers du journalisme, faisant des journalistes les principaux facilitateurs de l'interaction entre l'État et les citoyens. Conscient du rapport étroit entre la communication et la gestion du pouvoir et de la nécessité de professionnaliser les communicants publics, le gouvernement y a élargi les domaines de formation professionnelle en intégrant la communication pour booster les actions auprès des citoyens. Dans l'ensemble, le niveau professionnel des communicants publics se classe de la manière suivante : les conseillers et les techniciens supérieurs en communication.

Cette professionnalisation souffre aujourd'hui, du caractère embryonnaire des associations et l'absence de prix encourageant les communicants publics. Les associations et les prix participent à cette entreprise par le lobbying et développent un discours fondé sur la déontologie du métier. Contrairement au monde du journalisme, les communicants publics sont moins enclins au groupement professionnel qui portent pourtant des valeurs de références identitaires. « *Les prix professionnels inscrivent la profession dans un registre d'exemplarité récompensé par des pairs. Ils mettent en scène un modèle*

*professionnel dans sa variété. En ce sens, ils contribuent à forger une représentation* »(Bessières, 2010, p. 4) . Il s'agit d'une symbolique ou d'une forme de reconnaissance sociale pour l'affirmation d'une profession. Selon un communicateur que nous avons rencontré, l'institut des prix permet de codifier des règles sur la pratique de la communication publique. Selon un responsable de communication ministérielle, *« cela permet aux communicants dans les institutions d'aller au-delà des relations presses pour véritablement communiquer pour leurs institutions. Certains communicants pense que la communication dans les institutions se limite à l'invitation des journalistes pour couvrir un évènement »*.

Certes, l'émergence des filières de formation universitaire en relations publiques donne sens à cette corporation qui, au départ était dévolue aux journalistes. Mais, on pourrait alors nourrir des reproches objectives au ministère de la communication de s'être orienté fondamentalement dans le secteur des médias à travers le « prix Galian » pour encourager l'excellence et le professionnalisme dans ce secteur en laissant un vide dans le domaine de la communication. Dans le domaine de la publicité, « Publicitaires Associés » est un exemple d'initiative qui a participé à la légitimation du secteur de la publicité au Burkina Faso. L'association fédère les professionnels et transcende les clivages politiques pour redynamiser la fonction. Elle a concouru à sa visibilité, à son objectivation tant auprès des professionnels et des consommateurs. Elle est un exemple d'association professionnelle inclusive qui a œuvré pour une normalisation et la légitimation de la fonction de publicitaire à travers la loi n°080-2015/CNT. L'association contribue à la diffusion de bonnes pratiques publicitaires à travers des rencontres annuelles qui réunies les professionnels du secteur. Le contexte actuel au Burkina Faso marqué par une crise multidimensionnelle aurait donné une valeur caritative aux communicants de se retrouver dans un cadre formel pour marquer leur empreinte pour le redressement de la démocratie. Cette politique de légitimation par le biais de l'association a une double finalité : l'existence d'une corporation, d'une identité et la reconnaissance sociale qui permet à l'État de faire de la communication un facteur additionnel de sa gouvernance. Moins la profession est valorisée, moins elle est prise en compte comme une unité de sens dans la gestion politique. Pour d'autres, *« dans nos institutions, la communication est le secteur le moins valorisé si bien que tout se résume au tâtonnement. Il y a moins d'initiative encourageante »*. Pour ce responsable de communication ministérielle, *« les initiatives encourageantes comme les prix participent à relever les défis de la communication dans une société en crise. Dans ce contexte de crise, les associations peuvent former les membres et renforcer leurs compétences sur la communication de crise et la résilience des territoires »*. En journalisme par exemple, l'Association des Journalistes Burkinabè (AJB) s'est dotée d'une charte de déontologie pour les droits et les devoirs professionnels. Elle donne une image accomplie, valorisante du journalisme dans la société. Le foisonnement des actions publiques pour ce métier résulte donc de la capacité des acteurs à contourner les obstacles pour partager des valeurs communes aboutissant à l'homogénéisation des règles.

L'absence de norme d'éthique et de déontologie entraîne un amalgame entre la propagande et la communication publique et peut être considérée comme une forme d'atteinte à l'identité d'une profession qui a une mission de service public et d'intérêt pédagogique pour les citoyens. Ne disposant donc pas d'encadrement juridique, les ressources publiques sont exploitées par les communicants, à des fins de propagande. C'est le cas en 2020, lors de la cérémonie de remise des ambulances au profit des communes du Burkina Faso. La professionnalisation est une norme qui participe au renforcement des capacités des acteurs et à la lutte contre la cacophonie dans le discours public.

---

## 5. La cacophonie entre les institutions

---

L'État est au centre des préoccupations des citoyens et est devenu le principal régulateur des sociétés. Dans l'esprit de la démocratie, il étouffe, par la transparence de sa communication les mouvements extrémistes pour atteindre l'idéal politique de stabilité. Les divergences issues de la méconnaissance des principes démocratiques affaiblissent la république et portent atteinte aux droits des citoyens. Traditionnellement, il se présente comme la pointe suprême à laquelle le corps social, politique et les institutions doivent leur sécurité. « *La communication publique participe à la gouvernance sécuritaire et notre commune s'y met pour accompagner le gouvernement dans sa dynamique. Notre objectif, c'est de partir de la communication pour lutter contre la violence, promouvoir l'économie locale et le développement* ». L'absence d'une rhétorique transparente induit à l'anomie et prédispose les individus à la violence. En entrant en dialogue avec les citoyens sur les problèmes publics, il serait autant édifié et considéré comme l'idéal de l'accomplissement du contrat social et de la gouvernance politique. Dans un État démocratique, le principe de soumission au gouvernement requiert une transparence et une cohérence entre les institutions dans leur communication et dans l'exécution de la politique publique. Depuis 2016, on assiste à une désaffection entre l'État et les citoyens, née des crises politiques, institutionnelles, militaires, sanitaires, l'insécurité, la fracture sociale, etc. « *C'est le résultat des problèmes de communication et le manque de confiance aux autorités* ». L'État agit en tant que pare-feu et modérateur de l'espace public dans un Burkina Faso à la recherche de repères pour son avenir. De notre constat, la rhétorique de l'État divise les citoyens et crée un discrédit sur les institutions de la République. A titre d'exemple, dans le cadre des rencontres préparatoires du Président du Faso avec les anciens chefs de l'État, le Premier ministre Albert Ouédraogo a annoncé le 23 août 2022 à la télévision nationale avoir entrepris des démarches pour informer le conseil supérieur de la magistrature (CSM) sur l'arrivée de Blaise Compaoré condamné par la justice burkinabè sur les crises du 15 octobre 1987. « *Avant que Monsieur Blaise Compaoré ne vienne, il y a eu des démarches préalables. C'est peut-être ce que beaucoup ne savent pas (...) Nous avons également approché le Conseil supérieur de la magistrature pour l'informer de la démarche que nous ne sommes pas en*

*train de mener et de rassurer que nous nous ne sommes pas dans la logique de tordre le cou à la justice et de consacrer l'impunité<sup>20</sup> ». La déclaration a été inscrite en faux par le CSM qui regrette dans un communiqué « de ne pouvoir s'associer à l'information ainsi donnée, n'ayant jamais été approché sur la question ».*

Ce démenti de la justice fait suite à celui de la Famille Sankara qui regrette une communication non-logique du gouvernement alors que dans le communiqué du 03 août il « confirme que des démarches avaient été effectuées et des contacts pris à cet effet ». Les aléas politiques influencent la rhétorique de l'État et fait émerger la polémique sur l'espace public. La scène de regret créée par l'intervention du chef du gouvernement montre que la communication du gouvernement fait l'apologie des humeurs (Savadogo, 2002, p. 115).

L'État est la somme des institutions républicaines, autonomes dont la légitimité, au-delà des aspects constitutionnels, s'acquiert dans le discours transparent. Elles trouvent le sens de leur existence dans le service public rendu aux citoyens. C'est pourquoi la nécessité d'être rationnel dans les actions et le discours doit être manifeste pour permettre aux citoyens de tirer des arguments positifs pour leur participation au développement et à la stabilité. La contradiction est alors, une faute qui brise la dynamique sociopolitique et crée l'anomie. L'intervention du Premier ministre rejetée par la justice peut être considérée comme une transgression de la loi qui « implique une certain degré de mépris à l'égard de celui auquel il appartient de veiller à son exécution » (Hobbes, 1971, p. 312). Une autre interprétation intrinsèque à cette mésentente entre le gouvernement et l'administration judiciaire est le discrédit qu'auront les citoyens sur la communication de l'État.

---

## **6. Ecrire un imaginaire collectif et une identité nationale**

---

Le débat aujourd'hui sur la situation actuelle, éclipse un aspect important de la construction des États. La conscience collective ou l'identité nationale pour servir de fondement à l'éducation civique et au patriotisme. Il n'y a pas de doute que l'extrémisme violent résulte de l'effritement du sentiment d'appartenance à une histoire commune subordonnée à la nation. « *La perte des valeurs sociales sont aujourd'hui le résultat de la déchéance de la morale dans la société burkinabè. En conséquence, nous avons les crises qui se développent chaque année. Il y a aussi le manque de confiance en l'autorité qui est là au point où beaucoup de burkinabè sont favorables, soit à la France ou à la Russie* ». De façon dogmatique et passionnée, la guéguerre est faite sur le complot, les accusations, la responsabilité de certaines communautés dans le conflit et le ralliement d'une puissance extérieure pour reconstruire le territoire en crise en omettant les facteurs

---

<sup>20</sup> <https://fb.watch/kD7w9AYK2A/?mibextib=Nif5oz>, consulté le 14/11/2022.

endogènes. Or, en refusant d'admettre l'existence en tant que peuple souverain, d'accepter l'histoire et ses faits, pour cultiver le sentiment d'assistance et de culpabilité, l'État ne fait que s'enliser dans le conflit rendant complexe son repositionnement stratégique à l'échelle internationale. Cette léthargie a affaibli le sentiment national et l'intégrité des citoyens, depuis la fin de la révolution. Les crises interminables et les difficultés de réconcilier les Burkinabè sont des conséquences de cette léthargie politique et sociale (Guissou, 2002). L'identité territoriale doit être alors associée à la rhétorique de l'État pour déconstruire le sentiment de mauvaise conscience dont résulte l'anomie. « *Aujourd'hui, l'un des défis pour la communication reste, certes la sensibilisation au respect des valeurs républicaines, la coexistence pacifique et surtout promouvoir l'identité nationale* ». Cette dynamique permet à l'État paralysé par l'extrémisme violent de fonctionner et de reconstruire son image auprès des citoyens.

La conscience inférieure ou le sentiment d'assistance est un déclic qui affaiblit les nations. Elle pousse les sociétés et les citoyens qui les composent à rester sur le banc des accusés en omettant leur potentiel de développement. Lorsque l'opinion s'inscrit dans la dynamique de l'accusation et à l'appel à l'assistance, cela donne le sentiment d'impuissance et la nécessité d'usage des guillemets, lorsqu'on parle des compétences endogènes dans la résolution des conflits et l'avenir du pays. Or, il n'y a pas d'abus de langage sur la nécessité de la mobilisation nationale dans les situations complexes et conflictuelles. Cette mobilisation, face à la mondialisation de l'économie, des civilisations, des cultures et des crises, doit être subordonnée à l'identité nationale en tant que socle pour l'acceptation de l'État, pour le développement endogène et la résolution des conflits armés. Des valeurs comme la solidarité, l'intégrité et l'altruisme sont sujettes à cet imaginaire collectif. La promotion de l'identité nationale dans la communication de l'État n'est pas une dynamique visant l'ethnocentrisme, mais une démarche objective qui tend à l'aboutissement d'une conscience collective, à la stabilité, en la prenant comme antidote spécifique à la terrorisation de la société burkinabè. Cela est universel à tous les États et aucun État ne peut se construire sans identité. « *Nous savons qu'aujourd'hui, on ne peut pas vivre en autarcie. Mais on peut développer sa culture pour la paix* », estime un responsable de radio municipale.

La révolution avait réussi à outrepasser cette politique d'assistance pour encourager une dynamique locale pour le développement du pays. Les Burkinabè se sont convaincus eux-mêmes qu'ils possèdent des compétences et le savoir pour transformer à leur gré, leurs conditions de vie et leur histoire (Guissou, 2002). Aujourd'hui, gouvernement, partis politiques et société civile perdent les repères pour consolider la gouvernance politique et la stabilité du pays. Le désespoir face à la recrudescence des attaques et l'effritement de la confiance en la communication gouvernementale ont fait émerger dans la société, l'argument contre la politique française au Burkina Faso au profit de la Russie. Le fait que les citoyens conditionnent maintenant la stabilité du territoire par l'association d'une puissance externe masque une

réelle difficulté de compréhension de la géopolitique du Sahel et des relations internationales.

Certes, la coopération n'est pas une démarche nulle dans le développement des États. Mais l'engagement pour le territoire ne doit s'évaporer comme la rosée à la rencontre du soleil. Il est le résultat des préoccupations de l'État de préserver le pacte républicain et de construire une société hétérogène qui transcende les controverses ethnoculturelles et politiques pour son dynamisme. Le territoire ne peut être souverain et développé dans une situation de dépendance stratégique pour sa sécurité. L'aveu d'impuissance déclaré par la ministre de la solidarité nationale doit céder la place à la lutte pour réhabiliter l'histoire et ses acteurs, puisqu'on « *n'est pas développé parce qu'on s'est endimanché dans les habits de l'autre* » (Siguiri, 2016, p. 13). Il ne suffit pas pour un État souverain, d'avoir la sécurité en cherchant le parrainage d'une puissance extérieure car même s'il obtient la victoire pour la reconquête du territoire, il n'y aura certainement pas d'unité nationale. Les hommes seront continuellement en rivalité sur leur dignité, leur honneur, sur les responsabilités et par la haine née de cette rivalité, la crise fera surface. Dans des pays à société hétérogène comme le Burkina Faso, les enjeux pour la paix et le futur sont énormes. Il s'agit sous les tropiques, d'œuvrer à partir de la communication du gouvernement à la coexistence culturelle, ethnique et des communautés. À partir de cette politique de communication, le développement, comme la liberté et la sécurité, devient un intérêt national qui résulte de l'engagement individuel et collectif. C'est pourquoi il se pose naturellement la nécessité d'une rhétorique recouvrant le vivre ensemble, la coexistence pacifique entre les différentes communautés et le sens de l'action publique.

Celle-ci provient d'une autocritique et d'un redimensionnement de la communication gouvernementale pour que les citoyens s'orientent vers les voies endogènes pour leur existence et la résolution du conflit armé. Il ne s'agit plus pour l'État de construire son langage sur un sentiment révolutionnaire, au regard de la distorsion des contextes, des conditions politiques et géostratégiques différentes, mais de déconstruire l'attentisme et la conscience inférieure chez les citoyens. Le discours du Président Paul Henri Sandaogo Damiba en janvier 2022 après le putsch contre le président démocratiquement élu, Roch Marc Christian Kaboré, pose les intentions du renforcement de l'État de droit par la restauration de l'autorité publique. Le dialogue et la réconciliation sont alors les bases rationnelles de la construction de l'identité nationale. Ce dialogue au-delà du cadre politique englobe les cultures, les sociétés et les communautés, car, après plus de cinquante années d'indépendance, le Burkina Faso vit continuellement des ruptures politiques et le désarroi nécessite une rhétorique d'apaisement. La culture, élément de l'identité, enseigne sur les valeurs à admettre pour le bien de la société. Du reste, « *si tu as fait un saut dans le feu, il te reste un autre saut à faire* », estime Joseph Ki-Zerbo (2007, p. 36). Rester pour périr ou sauter pour vivre. L'insécurité est un feu qui enflamme l'équilibre social, politique et institutionnel au Burkina Faso. Le Burkina y est de plein pied et les réseaux sociaux l'enflamment par la haine et l'esprit de violence. Dans la

perspective de son développement et son repositionnement au plan international, la communication publique sur l'identité pour la mobilisation sociale représente le sursaut de la survie et de la renaissance du pays. C'est par cette renaissance fondée sur l'identité que l'État parviendra à faire face à l'insurrection armée et instaurer un climat d'entente entre les citoyens, la classe politique et la société civile.

L'identité collective a toujours été un facteur de résilience, de résistance contre les attaques externes, le raffermissement des relations et la dynamique à l'intérieur des territoires. Lorsque les peuples refusent leur identité ou si elle est moins exprimée, ils courent vers l'effondrement de leur système social. Dans ce cas, les envahisseurs, les groupes armés extrémistes s'incrument et polluent les individus, les communautés et la société où il devient utopique de parler d'autorité de l'État. Dans le droit moderne, il n'y a pas d'État dans l'anarchie qui est le résultat de la mort de l'âme collective. Pour Dominique Wolton, (1997), il s'avère nécessaire d'outrepasser les regards sceptiques sur l'importance de l'identité nationale dans la construction de l'État. Chaque État a son histoire et ce qui importe pour le cas burkinabè réside dans la construction d'une identité nationale dans une société hétérogène à partir de la communication du gouvernement. Dans notre contexte, elle doit être collective, basée sur les liens sociaux et communautaires pour l'unité nationale face aux enjeux du territoire. Elle permet d'éviter l'ethnocentrisme qui, aujourd'hui devient de plus en plus un facteur de crise. Par exemple, les Peulhs entretiennent des liens de parenté à plaisanterie avec les Yarsé. C'est le cas entre les Yadsé et le Gourmantché. On peut à souhait agrandir la liste avec d'autres exemples instructifs. Ces liens forment un cercle reliant les communautés burkinabè, les cultures autour du territoire et forment des pistes de dialogue socioculturel. Instaurer la paix et la stabilité du pays incombe la prise en compte de cette stratégie axée sur les valeurs endogènes contre l'emprise du repli identitaire, des conflits intercommunautaires et des actions de déstabilisation des groupes armés extrémistes.

---

## Conclusion

---

Depuis la fin de la transition politique au Burkina Faso en 2015, le pays est confronté aux exactions de groupes armés terroristes. Pour faire face à la situation, le PUS a été mis en œuvre par le gouvernement burkinabè pour participer au développement des localités qui sont sous le joug des terroristes. Au-delà de cette politique économique et sociale, la communication publique c'implique dans la gestion de la crise pour accompagner la résilience des populations et des territoires. Elle est axée sur les processus normatifs, notamment la sensibilisation et la promotion de l'identité nationale pour favoriser la résilience des populations. Pour les territoires, il s'agit de communiquer sur les identités matérielles, les sites touristiques pour participer à la résilience et au développement local. Cette communication dans ce contexte de conflit armé est confrontée aux défis liés

à la professionnalisation et au caractère embryonnaire des associations dans le domaine.

---

## Références bibliographiques

---

**Amsidder Abderrahmane, Bendahan Mohamed et Abil Abdallah** (2018),

*La communication publique en Afrique : Regards croisés*, Agadir, LARLANCO.

**Bagaré Marcel** (2016), *L'hebdomadaire Jeune Afrique et la crise ivoirienne : Processus de construction médiatique des acteurs depuis les accords de paix de Ouagadougou (APO)*. Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Joseph Ki-Zerbo.

**Benoit Héry et Wahlen Monique** (2012), *De la marque au Branding : Vers un nouveau modèle : Le Cloud-branding*, Paris, Dunod.

**Bessières Dominique** (2010), « La professionnalisation de la communication publique : Des normes de la légitimation du métier à la constitution d'identité disciplinaire », XVII E congrès de la Société des Sciences de l'information et de la communication : au cœur et aux lisières des SIC.

**Bourgeot André** (2011), « Sahara de tous les enjeux », *Herodote*, n° 142(3), p. 42-77.

**Cuyck Alain Van** (2007). La communication intégrée, un nouveau paradigme organisationnel ? sic, consulté le 21/11/2022. URL : La communication intégrée, un nouveau paradigme organisationnel ? Alain van - Recherche (bing.com) ; DOI : La communication intégrée, nouveau paradigme organisationnel ? (cnrs.fr)

**Guerboub Djahida et Kherbachi Hamid** (2012), « Marketing territorial et développement local : Quel apport pour la communication territoriale ? Cas des communes de Dejala et d'El-kseur », *Les cahiers du cread*, n°112, p. 61-84.

**Guissou Basile** (2002), *De l'État patrimonial à l'État de droit moderne au Burkina Faso : Esquisse d'une théorie de la construction de l'État-Nation en Afrique*, Thèse de doctorat en sociologie politique, Université de Cocody.

**Hobbes Thomas** (1971), *Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile* (F. Tricaud, Trad.), Londres, Syrey.

**International Crisis Group**. (2017). Nord du Burkina Faso : Ce que cache le jihad (Rapport Afrique No 254), URL : 254 Nord du Burkina Faso - ce que cache le jihad (Iefaso.net), consulté le 22/10/2022, DOI : International Crisis Group. (2017). Nord du Burkina Faso : Ce que cache le jihad (Rapport Afrique No 254) - Recherche (bing.com)

**Ki-Zerbo Joseph** (2007), *Repères pour l'Afrique*, Dakar, Panafrika/ Silex/ Nouvelles du Sud/ NENA.

**Koné Tahirou.**, (2021), « Côte d'Ivoire : les nouveaux défis de la communication gouvernementale » In S. Ngono, *La communication de l'État en Afrique : Discours, ressorts et positionnements*, Paris, L'Harmattan.

**Lecarte Laure-Hélène** (2018), *Le branding territorial comme outil de marketing dans un objectif d'attractivité résidentielle : Comment se saisir de*



*cet outil à l'échelle des villes? Cas de la ville d'Aubange, commune belge frontalière*, Mémoire de master, Université de Liège.

**Maynadier Boris** (2007), « Les représentations symboliques de la ville : Des armoiries aux logos, entrée de la ville dans l'hypermodernité », *Cahier de recherche*, n° 22, p.178.

**Megard Dominique** (2012), *La communication publique et territoriale*, Paris, Dunod.

**Savadoغو Mahamadi** (2002), *La parole et la cité : Essais de philosophie politique*, Paris, L'Harmattan.

**Sawadogo Aboubacar** (2018), *Les stratégies de sortie de crises politiques au Burkina Faso* », *Thèse de doctorat*, Université Pari-Sacalay.

**Yaméogo Lasané** (2016), « Sidwaya et la révolution d'août1983 : Une histoire de géométrie variable », *Le temps des médias*, n°26, p. 181-196.